

BAC BLANC TOSCANE 2018

Épreuve d'Histoire en langue française

SUJET AU CHOIX N°1: COMPOSITION

«1968 en France et en Italie : un révélateur d'une crise politique, sociale, et culturelle» (600 mots environ)

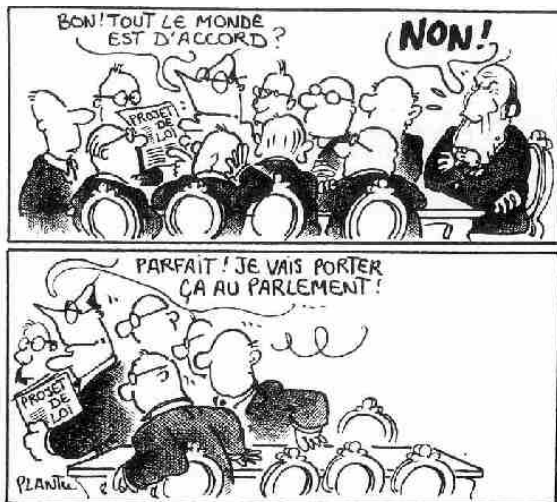
SUJET AU CHOIX N°2 : ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

«La cinquième république à l'épreuve de la cohabitation»

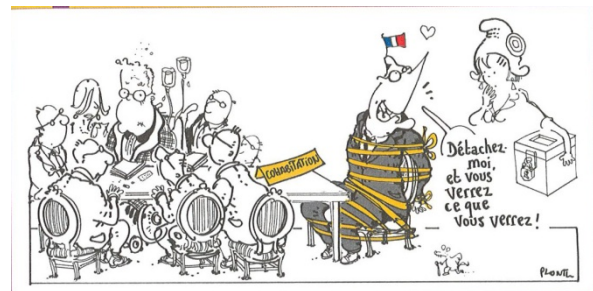
Chronologie des cohabitations

Périodes de cohabitation	Président de la République	Premier Ministre
1 ^{ère} cohabitation: 1986-1988	F. Mitterrand	J. Chirac
2 ^{ème} cohabitation : 1993-1995	F. Mitterrand	E. Balladur
3 ^{ème} cohabitation : 1997-2002	J. Chirac	L. Jospin

Doc 1: Les cohabitations Mitterrand/Chirac et Chirac/Jospin vues par un humoriste



Dessins de Plantu, *Le Monde*, 10 novembre 1986



Dessins de Plantu, *Le Monde*, mars 2002

Doc 2: Différents aspects de la cohabitation

Il est vrai que la cohabitation est un frein dans la mesure où elle empêche chaque camp de réaliser pleinement ses desseins. Pour le camp du chef de l'État, c'est l'évidence comme l'a démontré la situation politique après les élections de juin 1997, qui ont laissé le président Chirac dépourvu des moyens de mettre en œuvre le programme pour lequel il s'était porté candidat. Pour le camp du chef de gouvernement, la situation est moins favorable qu'il ne le semble à première vue car le président de la République a certains moyens de s'opposer aux projets du Premier ministre et de son gouvernement, notamment si ceux-ci contreviennent aux principes constitutionnels sur lesquels il a l'obligation de veiller [...] Mais la cohabitation présente aussi certains avantages. Parce qu'elle exclut la concentration de tous pouvoirs exécutifs entre les mains d'un seul parti politique, la cohabitation est la garantie d'un pouvoir modéré. [...] Dans la mesure où elle empêche les deux titulaires du pouvoir exécutif de concentrer leurs pouvoirs respectifs en une puissance quasi monarchique [...] la cohabitation est une garantie pour les libertés des citoyens.

E. Zoller, *Les alternances et les cohabitations dans la constitution de 1958*, site du Conseil constitutionnel

Doc 3: La cohabitation vue par le Président de la République F. Mitterrand

Depuis 1958 et jusqu'à ce jour, le Président de la République a pu remplir sa mission en s'appuyant sur une majorité et un gouvernement qui se réclamaient des mêmes options que lui. Tout autre, nul ne l'ignore, est la situation issue des dernières élections législatives. Pour la première fois la majorité parlementaire relève de tendances politiques différentes de celles qui s'étaient rassemblées lors de l'élection présidentielle, ce que la composition du gouvernement exprime, comme il se doit. Devant un tel état de choses, qu'ils ont pourtant voulu, beaucoup de nos concitoyens se posent la question de savoir comment fonctionneront les pouvoirs publics. A cette question, je ne connais qu'une réponse, la seule possible, la seule raisonnable, la seule conforme aux intérêts de la nation: la Constitution, rien que la Constitution, toute la Constitution. [...]

Je rappellerai seulement que la Constitution attribue au Chef de l'Etat des pouvoirs que ne peut en rien affecter une consultation électorale où sa fonction n'est pas en cause. Fonctionnement régulier des pouvoirs publics, continuité de l'Etat, indépendance nationale, intégrité du territoire, respect des Traités, l'article 5 désigne de la sorte [...] les domaines où s'exercent son autorité ou bien son arbitrage. [...] Le gouvernement, de son côté, a pour charge, aux termes de l'article 20, de déterminer et de conduire la politique de la nation. Il assume, sous réserve des prérogatives du Président de la République et de la confiance de l'Assemblée, la mise en œuvre des décisions qui l'engagent devant les Français. Cette responsabilité est la sienne.

F. Mitterrand, *Message à l'Assemblée nationale et au Sénat*, 8 avril 1986

Doc 4: François Mitterrand contre les décisions son premier ministre J. Chirac

En 1986, pendant la première cohabitation (F. Mitterrand- J. Chirac), le président de la République refuse de signer des ordonnances sur la privatisation de plusieurs entreprises publiques.

Un ordonnance est un décret -loi , décidé par le gouvernement, sans passer par le parlement).

Permettez-moi de rappeler en une minute que la majorité parlementaire actuelle, issue des élections du 16 mars, veut vendre aux intérêts privés une partie du patrimoine national. C'est son opinion, ce n'est pas la mienne. Mais la majorité est la majorité : elle a le droit d'exercer les compétences que l'opinion nationale lui a consenties. Mais il faut se représenter l'ampleur de ce sujet [...] Je suis non seulement chargé de veiller au respect de la Constitution mais, au regard d'un certain nombre de données qui sont écrites dans cette Constitution, je dois être le garant de l'indépendance nationale. Je ne peux donc pas accepter que ces biens, ces biens qui appartiennent à la Nation [...] soient vendus de telle sorte que demain, alors que l'on fabrique - il s'agit de l'industrie - des objets, des produits, des marchandises nécessaires à l'indépendance nationale, on puisse les retrouver dans les mains d'étrangers [...]

Mon devoir, c'est d'assurer l'indépendance nationale, de faire prévaloir l'intérêt national. C'est, pour moi, un cas de conscience ; et pour moi, ma conscience, la conscience que j'ai de l'intérêt national, passe avant toute autre considération.

F. Mitterrand, entretien télévisé avec le journaliste Y. Mourousi, 14 juillet 1986

Doc 5: Contre la cohabitation

Après plus de quarante ans, la Ve République apparaît comme le meilleur régime que la France ait connu au XXe siècle, puisqu'elle nous a guéris de l'instabilité gouvernementale (..)

Force est de constater que, si la révision constitutionnelle de 1962 a renforcé le pouvoir du président de la République par l'onction du suffrage universel, tout l'esprit de la Constitution insufflé par le général de Gaulle a été contredit par la cohabitation. (..) En cohabitation, le chef réel de l'exécutif est le leader de la majorité parlementaire. L'Elysée, comme le Sénat français, tient le rôle d'un pouvoir modérateur, même si il reste influent en politique étrangère. Mais rien de plus. C'est très exactement le contraire de ce que voulait de Gaulle.

Jean Claude Casanova, *Le Figaro*, 2 février 2000

Première partie: répondez aux questions en vous basant sur les documents:

1. Qui, du président de la République ou du premier ministre, est le plus « pénalisé » par la cohabitation ? (docs 1- 2)
2. Quelles sont les prérogatives du Président de la République en cas de cohabitation (doc 2-3-4)

3. Quels sont les arguments des partisans et des adversaires de la cohabitation ? (docs 2-5)

Deuxième partie:

En vous aidant des réponses aux questions, des informations contenues dans les documents et de vos connaissances, rédigez une réponse organisée au sujet: **La cinquième république à l'épreuve de la cohabitation** (300 mots)